



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2022-71

27/01/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidature : 14 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de secrétaire général.e

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste de chef.fe de pôle supervision

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste chef.fe de projet SI

Date limite de candidature : 13/02/2022

- 1 poste gestionnaire des dispositifs sociaux

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste chargé études statistiques enquêtes qualité

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste chef.fe de service

Date limite de candidature : 18/02/2022

Agence de Service et de paiement :

- 1 poste de chef de service

Date limite de candidature : 18/02/2022

- 1 poste de gestionnaire

Date limite de candidature : 24/02/2022

- 1 poste de gestionnaire des procédures complexes

Date limite de candidature : 24/02/2022

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail : :

- 1 poste Chargé de projets européens

Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste Chargé de projet de recherche

Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste Animalier

Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste Technicien de laboratoire bactériologie - biologie moléculaire

Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste Coordinateur expertise scientifique

Date limite de candidature : 10/02/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20263	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant Prise de fonction souhaitée dès que possible	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire. Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Établissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Établissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Établissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Établissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
- Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
- Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

- Techniques d'expression écrites et orales
- Rigueur, méthode, organisation
- Esprit d'analyse et de synthèse,
- Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
- Respect des délais et échéances
- Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle supervision

Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles /
Unité Investissement vitivinicole

N° appel à candidature : 20298

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :

Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Vacant – Prise de fonction dès que possible

Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555
Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère en charge de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune. Le poste est rattaché à l'unité « investissement vitivinicole » (20 agents) au sein du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles de la direction des Interventions. L'unité assure le pilotage national de la mesure d'aide vitivinicole qui s'inscrit dans l'OCM unique.

Objectifs du poste

Le (la) titulaire du poste participe à la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'investissement vitivinicole, en lien avec la cheffe d'unité et son adjoint.

Missions et activités principales :

Le (la) chef(fe) du pôle supervision encadre une équipe de 5 à 10 personnes chargées du paiement des dossiers d'aide. Il assure l'organisation de la gestion des dossiers et leur supervision, la planification des objectifs, le suivi des résultats obtenus et le pilotage des réunions relatives à la mise en œuvre du dispositif.

Par ailleurs, il :

- apporte un appui à l'élaboration des réponses aux recours gracieux et contentieux
- assure la liaison entre les services territoriaux de FranceAgriMer et le siège pour la mise en œuvre de la mesure (coordination),
- coordonne les analyses financières en relation avec d'autres unités,
- participe à la rédaction du guide de procédures et des décisions de la directrice générale,
- participe aux arbitrages sur l'éligibilité des investissements,
- vient en appui sur le développement de l'outil informatique dédié et participer à l'assistance aux utilisateurs,
- participe à l'élaboration des tableaux de pilotage, des indicateurs de suivi, bilans,
- participe à la réalisation de bilans de la mesure, des réponses aux suites de contrôles externes.

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein de FranceAgriMer : service informatique, service juridique, agence comptable et services territoriaux en régions

DGDDI et représentants des professionnels de la filière vitivinicole.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Notions de base en comptabilité et analyse financière
- Réglementation communautaire relative aux domaines
- Connaissances des circuits d'instruction et de liquidation souhaitées

La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Savoir être

- Capacités managériales et animation d'équipe
- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées
- Bonne maîtrise des outils bureautiques

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Emilie BOURIEAU, cheffe du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles :
emilie.bourieau@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 20 72

Samira MAALMI, cheffe de l'unité investissement viti-vinicole
samira.maalmi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 20 96

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet SI Maitrise d'œuvre domaine « Information économique »

Secrétariat Général / Service des Systèmes d'Information / Unité Système d'information Services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique

N° appel à candidature : 20302	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Vacant – Prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application de l'article 4 de la loi n°84-16)

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de l'établissement, le service des systèmes d'information est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités « études et développements » :

- unité « système d'information gestion des aides »
- unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique ».

Chacune des unités études est structurée en domaines fonctionnels constitués de chefs de projets et d'analystes pilotés par un responsable de domaine ou directement par le chef d'unité. Pour mener à bien ses missions, les unités études font régulièrement appel à la sous-traitance, en confiant la réalisation des développements informatiques à des SSII.

Le domaine informatique « Décisionnel et Information économique » regroupe la gestion des infocentres et les applications qui interviennent dans le processus de collecte, analyse et diffusion des données socio-économiques des différentes filières agricoles. Plusieurs observatoires économiques sont également gérés par le pôle. Les applications sont très majoritairement en technologie Java et sous architecture web. Les technologies BI utilisées par le domaine sont variées : infocentres SAP Business Objects, ETL Talend, report Jaspersoft, Sas Visual Analytics.

Le domaine regroupe environ 20 applications informatiques et 50 infocentres.

Objectifs du poste

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié,

- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- Pilote la TMA (Maintenance applicative) des applications en production sur son portefeuille.

Répond aux objectifs des maîtrises d'ouvrage (MOA) en créant ou faisant évoluer les applications informatiques et les infocentres.

Missions et activités principales :

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié :

- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- Pilote la TMA des applications en production sur son portefeuille.
- Assure un dialogue constant avec les maîtrises d'ouvrage afin de répondre à leur besoins.
- Organise le plan de charge des projets et l'affectation des ressources internes et externes sous sa responsabilité. Pilote les prestations des SSII en charge des développements informatiques.
- Veille au respect des engagements et des livrables projets : jalons, coût, délai, qualité. Est responsable du bon déroulement des projets.
- Participe au support technique et fonctionnel des applications de son domaine, en coordination avec les autres équipes de la DSI.
- Organise et anime la communication auprès des équipes, des instances de pilotage et de sa hiérarchie.

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de projet est en relation directe avec :

- Au sein du service Systèmes d'Information : sa hiérarchie ; Les autres membres des unités Etudes pour les aspects support et projets transverses ; Les équipes de l'unité Infrastructure et Production
- Les équipes MOA : Directeurs de projet ; Chefs de projet ; Assistants à maîtrise d'ouvrage ; Utilisateurs.
- Les chefs de projets des sociétés de prestations titulaires des marchés concernés et leurs collaborateurs
- L'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise des méthodes et pratique des outils de gestion de projet
- Expérience de pilotage de développement d'applications JAVA.
- Connaissance des technologies web et BI.
- Connaissance en langage SQL

Savoir-faire / Savoir être

- Capacité à gérer un projet
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacité à rédiger des documents, à conduire des réunions, etc.
- Capacité relationnelle et de communication
- Autonomie et rigueur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef du service des systèmes d'information

Tél. : 01 73 30 26 85

sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Frédéric BATEMAN, chef d'unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique

Tél. : 01 73 30 26 60

frederic.bateman@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire des dispositifs sociaux

Secrétariat général/Service des ressources humaines/Horizon

N° appel à candidature : 20305	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 18 – Ressources humaines	
Poste vacant – prise de fonction à déterminer	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement :	
<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
Présentation de l'environnement professionnel :	
<p>Ce poste s'inscrit dans le cadre d'une mise à disposition auprès du CAS Horizon.</p> <p>Celui-ci est chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Gérer les actions sociales conformément aux circulaires ministérielles, . Mettre en œuvre une politique sociale, de loisirs et culturelle pour les agents de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ODEADOM. 	
Objectifs du poste	
<p>Instruire et liquider les aides à caractère : social, de loisirs ou culturel, fixées par le conseil d'administration pour les agents de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ODEADOM</p>	
Missions et activités principales :	
<ul style="list-style-type: none"> • Prospection et mise en place des événements ponctuels, • Analyse et application des circulaires de la Fonction publique, • Vérification, instruction, liquidation et ordonnancement des dossiers d'aide à caractères : social, de loisirs ou culturel, • Rédaction des courriers aux adhérents (attestations, courriers divers), • Requêtes et statistiques sur les dossiers d'aide, • Communication, informations et échanges avec les adhérents, 	

- S'assurer de la bonne application des textes réglementaires.

Relations fonctionnelles du poste :

- Capacité d'organisation et de rigueur
- Capacité de travail en équipe
- Capacité de relations humaines privilégiées avec les agents des trois établissements

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances des dispositifs sociaux ministériels et interministériels
- Cadre réglementaire de l'action sociale et des dispositifs de prestations sociales
Cadre réglementaire et de comptabilité spécifique aux associations

Savoir-faire / Maîtrise

- Faire preuve de sens relationnel
- Respecter et faire respecter la confidentialité des informations
- Savoir gérer les situations d'urgence
- Savoir écouter ses interlocuteurs
- Travailler en équipe
- Sens de l'organisation et du contact
- Maîtriser les outils bureautiques et applications informatiques dédiées
- Maîtriser les techniques comptables

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Olivier CHARRY, Président d'Horizon

olivier.charry@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 31 06

Emmanuelle LACAINE, Responsable administratif et financier d'Horizon

Emmanuelle.lacaine@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 29 13

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

Chef(fe) de service FranceAgriMer en service territorial

DRAAF Hauts-de-France -Service territorial Hauts-de-France
Cité administrative / BP 11118
59012 LILLE cedex

N° appel à candidature : 20310	Catégorie : A
Classement parcours professionnel : 3 et plus	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 3 - Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	Localisation : Lille

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service territorial de FranceAgriMer en Hauts-de-France est un service à part entière de la DRAAF.

Il est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel des missions relatives aux filières grandes cultures, élevage, fruits et légumes, et viticoles.

La dizaine d'agents qui le compose est localisée sur les sites d'Amiens et de Lille

Objectifs du poste

En concertation avec les acteurs publics et les professionnels, contribuer aux orientations stratégiques en déclinant au niveau régional les politiques publiques décidées par le MAA et mises en œuvre par l'établissement.

Missions et activités principales :

- Représenter l'établissement et la DRAAF en région auprès des professionnels, de l'administration et des tiers.
- Participer aux projets et actions interservices de la DRAAF et en particulier à son codir
- Diriger, manager le service et optimiser la gestion des moyens (adaptation de l'organisation du service aux évolutions des moyens et des missions...);
- Superviser et organiser les missions de contrôles et d'instruction nationales et communautaires de l'établissement en concertation avec les directions du siège.
- Assurer l'animation des filières en lien avec le siège, notamment par les enquêtes, les analyses de conjoncture, les prévisions de récolte, la contribution à Céréobs ou encore le suivi des OCM.
- Animer l'instruction et le suivi des collecteurs de céréales dans le cadre de l'aval (garantie financière de l'établissement).
- Assurer l'interface avec le SG DRAAF pour ce qui relève du fonctionnement du ST (budget, RH, logistique).
- Assurer l'animation de la commission régionale des Céréales
- Participer aux relations fonctionnelles et institutionnelles de l'établissement au niveau régional.
- Tenir des tableaux de bord et élaborer des bilans périodiques, notamment l'instruction des dossiers

Relations fonctionnelles du poste :

- Professionnels et représentants interprofessionnels
- Services de l'Etat au niveau local (préfet, DRAAF, services DRAAF, Douanes...)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance économique, scientifique ou technique agronomique et en développement durable.
- Réglementation nationale et communautaire relative aux dispositifs d'intervention concernés
- Contexte politique, économique et social, français et européen
- Opérateurs économiques des filières
- Connaissance de l'organisation administrative.

Savoir-faire / Maîtrise

- Organiser les activités des collaborateurs et les accompagner dans la conduite de leur mission
- Promouvoir, organiser les techniques de management
- Conduite de projet
- Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures
- Savoir dialoguer et coopérer avec les différents acteurs professionnels et institutionnels
- Rendre compte avec diligence et loyauté

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience sur fonctions similaires exigée

Contraintes du poste :

Déplacements fréquents. Grande disponibilité en situation de crise

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non
Poste à privilèges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe FranceAgriMer

Tél : 01.73.30.20.44

veronique.borzeix@franceagrimer.fr

Björn DESMET - Directeur DRAAF

Tél : 06.46.21.21.59.

bjorn.desmet@agriculture.gouv.fr

Marc CASTAINGS - Secrétaire général adjoint

Tél : 01.73.30.24.30

marc.castaings@franceagrimer.fr

Philippe LE FAUCHEUR - Chef du service des RH

Tél : 01.73.30.24.00

philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 18/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études statistiques enquêtes qualité

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20308 **Catégorie : A**

Cotation parcours professionnel : 1 **Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective

Vacant

Localisation : Montreuil (93)

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, ainsi que des cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme Céré Obs d'observation de l'état des cultures.

Objectifs du poste

Mettre en place, organiser, suivre, contrôler et valoriser les enquêtes sur la qualité technologique et sanitaire des céréales en partenariat avec les services territoriaux, Arvalis et le laboratoire de La Rochelle. Valoriser les résultats des enquêtes répartition variétale des céréales.

Missions et activités principales :

- Responsable des enquêtes Qualité des céréales
- Pilotage opérationnel et budgétaire du programme
- Coordination technique et administrative (conventions, appels d'offres, relations avec les prestataires, etc.)
- Interface opérationnelle avec les régions, ARVALIS, le Laboratoire FranceAgriMer et Intercéréales
- Animation du réseau et co-organisation de comités de pilotage
- Traitement statistique des données
- Conception, rédaction et réalisation des plaquettes de présentation des résultats des enquêtes Qualité et répartition variétale des céréales. Suivi et analyse de l'audience
- Présentations des résultats à l'interprofession dans le cadre des Conseils spécialisés et en conférences de presse
- Valorisation des résultats et communication
- Contribution aux publications de l'unité

Relations fonctionnelles du poste

Internes : DMEP, DI, Mission Filières, MAEI, le laboratoire FranceAgriMer, Logistique, Communication (PAO, Relations presse), ST FranceAgriMer

Externes : ARVALIS, Intercéréales, prestataires

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances en agronomie
- Connaissances en statistiques et en techniques d'enquêtes par sondages
- Connaissances de l'organisation des filières agricoles et des grandes cultures

Savoir-faire / Maîtrise

- Outils bureautiques (Excel, Powerpoint, Word)
- Capacité à utiliser SAS
- Capacités rédactionnelles
- Maîtrise de la communication orale
- Maîtrise des délais
- Capacités relationnelles (animation réseau, suivi et coordination)

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation de type Agroéconomiste et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Nécessité de disposer des résultats des enquêtes à la fin de l'été et à l'automne, d'où astreinte de mi-août à fin octobre

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14 ou

Paul LE BIDEAU, responsable adjoint unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – paul.le-bideau@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 81

Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de services et de paiement
Agence Comptable
Service Fonctionnement et comptabilité
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1**

CHEF DE SERVICE (H/F)

N° du poste : L06015 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 1
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Il se compose d'environ 2000 agents dont 114 à l'Agence Comptable (84 à Limoges et 30 à Montreuil). Les dépenses d'interventions payées sont de l'ordre de 40 milliards d'euros.</p> <p>L'agence comptable (AC) assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- le paiement des aides dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires, nationales ou régionales sur l'ensemble du territoire à l'issue des visas réglementaires (Décret GBCP du 7 novembre 2012),- le recouvrement des indus sur interventions,- le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement,- l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes. <p>Le poste de chef du service du fonctionnement et de la comptabilité proposé est placé sous l'autorité de l'Agent Comptable. Il compte 19 agents. Il est articulé en deux secteurs : comptabilité et fonctionnement.</p>
Objectifs du poste	Le-la chef.fe de service du fonctionnement et de la comptabilité assure la direction des deux secteurs du service et définit les priorités d'action du service.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- définir les objectifs et les priorités du service,- organiser le travail, mettre en place des méthodes de contrôle et en assurer le suivi,- concourir à la qualité comptable, dans le cadre du contrôle interne comptable et financier de l'établissement avec l'ensemble des partenaires de l'AC, les différents services de l'ordonnateur et les partenaires extérieurs,- actualiser les analyses de risques et plans d'actions en étroite concertation avec le chargé de mission contrôle interne de l'AC.

Champ relationnel du poste	Relations les services de l'Agence comptable, avec le secrétariat général, les directions métiers et la Direction Générale des Finances Publiques.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Détenir d'excellentes connaissances de la comptabilité générale, des règles de la comptabilité publique et de l'exécution des dépenses publiques (marchés, conventions, paie,...), - Avoir des connaissances juridiques, financières et comptables, - Maîtriser les outils informatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité à organiser, encadrer, animer un service, - Avoir une aisance relationnelle, avoir le sens du dialogue - Avoir le sens des responsabilités et du service public, - Etre autonome, disponible, rigoureux et efficace - Savoir écouter et prendre des décisions - Etre en mesure de piloter des projets à composantes comptable et informatique - Savoir rendre compte
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Arnaud SALVI, Fondé de pouvoir-Agence comptable Tél : 05 55 12 02 52 - arnaud.salvi@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Sylvie FILIPE DA SILVA- Chargée de mission RH à l'Agence comptable Tél : 05 55 12 01 38 - sylvie.filipedasilva@asp-public.fr</p> <p>Céline GADY-FEYSSAT – DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation Tél : 05 55 12 00 56 - mobilite@asp-public.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Agence comptable

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Gestionnaire (H/F)

<p>N° du poste : M06010</p> <p>Catégorie : B</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet</p>	<p>Groupe RIFSEEP ASP : 3</p>
<p>Poste vacant / SREPES</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé se trouve au sein de l'Agence comptable qui compte environ 113 agents (81 à Limoges et 32 à Montreuil).</p> <p>L'agence comptable assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paiement des aides dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires, nationales ou régionales sur l'ensemble du territoire à l'issue des visas réglementaires (Décret GBCP du 7 novembre 2012), - le recouvrement des indus sur interventions, - le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, - l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes. <p>Le ou la titulaire du poste sera affecté(e) au service interventions dépenses à Montreuil (22 agents) et placé(e) sous l'autorité conjointe de la cheffe de service et de son adjointe. Il ou elle participera au contrôle et au paiement des aides communautaires.</p>
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Assurer le contrôle et le paiement des aides communautaires relevant de la PAC dans le respect des calendriers de paiement et des dispositions réglementaires.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à</p>	<p>Assurer la gestion et le suivi des oppositions et cessions : analyse juridique des actes reçus, vérification de leur saisie dans l'application de paiement, relance des opposants.</p> <p>Assurer la gestion et le suivi des opérations en comptes d'attente en vue de</p>

exécuter	<p>leur régularisation.</p> <p>Dans le cadre du plan de contrôle de l'agent comptable, participer ponctuellement au contrôle de la dépense et à la vérification de l'exactitude des calculs de liquidation.</p> <p>Mettre à jour les tableaux de bord et des indicateurs de suivi des activités du service.</p> <p>Participer au classement et l'archivage des actes.</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Travail en équipe au sein de l'agence comptable et relations avec les bénéficiaires d'aides, les mandataires, les opposants ainsi qu'avec les services gestionnaires (Direction des soutiens directs agricoles, Directions départementales des territoires, ...)</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<p>Connaissances souhaitées ou à acquérir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - règles de la comptabilité publique - réglementation communautaire et nationale relative aux aides payées - règles relatives aux procédures civiles d'exécution et notions de droit civil en matière de contentieux du paiement - maîtrise des applications de gestion et des outils bureautiques 	<p>Rigueur et méthode</p> <p>Aptitude à travailler en équipe</p> <p>Autonomie</p> <p>Esprit d'initiative</p> <p>Capacités d'adaptation</p> <p>Sens du service public</p> <p>Capacité à rendre compte</p>
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Patrick PUIVIF - Fondé de pouvoir de l'Agent Comptable Tél : 01 73 02 17 28 - patrick.puivif@asp-public.fr</p> <p>Béatrice ROE – Cheffe du Service des Interventions Dépenses Tél : 01 73 02 17 04 - beatrice.roe@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Céline GADY-FEYSSAT – DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation Tel : 05 55 12 00 56 - mobilite@asp-public.fr</p> <p>Sylvie FILIPE DA SILVA- Chargée de mission RH à l'Agence comptable Tel : 05 55 12 02 38 - sylvie.filipedasilva@asp-public.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Agence comptable

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Gestionnaire de procédures complexes (H/F)

<p>N° du poste : M06027</p> <p>Catégorie : B</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet</p>	<p>Groupe RIFSEEP ASP : 2</p>
<p>Poste vacant / SREPES</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé se trouve au sein de l'Agence comptable qui compte environ 113 agents (81 à Limoges et 32 à Montreuil).</p> <p>L'agence comptable assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paiement des aides dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires, nationales ou régionales sur l'ensemble du territoire à l'issue des visas réglementaires (Décret GBCP du 7 novembre 2012), - le recouvrement des indus sur dépenses d'interventions, - le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, - l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes. <p>Le ou la titulaire du poste sera affecté(e) au service interventions dépenses à Montreuil (22 agents) et placé(e) sous l'autorité conjointe de la cheffe de service et de son adjointe. Il ou elle participera au contrôle et au paiement des aides communautaires.</p>
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Assurer le contrôle et le paiement des aides communautaires relevant de la PAC dans le respect des calendriers de paiement et des dispositions réglementaires.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à</p>	<p>Assurer la gestion et le suivi des oppositions et cessions : analyse juridique des actes reçus, vérification et supervision de leur saisie dans l'application de paiement, relance des opposants.</p> <p>Assurer la gestion et le suivi des opérations en comptes d'attente en vue de</p>

exécuter	<p>leur régularisation.</p> <p>Participer au traitement des procédures collectives : analyse, suivi, échanges avec les mandataires judiciaires.</p> <p>Dans le cadre du plan de contrôle de l'agent comptable, participer au contrôle de la dépense et à la vérification de l'exactitude des calculs de liquidation.</p> <p>Mettre à jour les tableaux de bord et des indicateurs de suivi des activités du service.</p> <p>Participer au classement et à l'archivage des actes.</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Travail en équipe au sein de l'Agence comptable et relations avec les bénéficiaires d'aides, les opposants, les mandataires ainsi qu'avec les services gestionnaires (Direction des soutiens directs agricoles, Directions départementales des territoires, ...)</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<p>Connaissances souhaitées ou à acquérir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - règles de la comptabilité publique - réglementation communautaire et nationale relative aux aides payées - règles relatives aux procédures civiles d'exécution et notions de droit civil en matière de contentieux du paiement - maîtrise des applications de gestion et des outils bureautiques 	<p>Rigueur et méthode</p> <p>Aptitude à travailler en équipe</p> <p>Autonomie</p> <p>Esprit d'initiative</p> <p>Capacités d'adaptation</p> <p>Sens du service public</p> <p>Capacité à rendre compte</p>
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Patrick PUIVIF - Fondé de pouvoir de l'Agent Comptable Tél : 01 73 02 17 28 - patrick.puivif@asp-public.fr</p> <p>Béatrice ROE – Cheffe du Service des Interventions Dépenses Tél : 01 73 02 17 04 - beatrice.roe@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Céline GADY-FEYSSAT – DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation Tel : 05 55 12 00 56 - mobilite@asp-public.fr</p> <p>Sylvie FILIPE DA SILVA- Chargée de mission RH à l'Agence comptable Tel : 05 55 12 02 38 - sylvie.filipedasilva@asp-public.fr</p>	

Date 20/01/2022

Poste à pourvoir	Chargé(e) de projets européens (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'administration et des finances
Service des conventions de partenariat et des financements externes

Missions / contexte

Le service est composé de 7 chargés de conventions et d'un chef de service :

- Il procède à l'instruction juridique et financière des contrats de partenariats de l'ANSES (préparation en lien avec les entités et relations avec les cocontractants) et à la notification des conventions,
- Il assure l'exécution administrative (avenants, ...) et financière des conventions,
- Il centralise l'ensemble des données financières des conventions de l'Agence et produit des éléments de reporting et de pilotage budgétaire sur ces domaines.

Une cellule Europe dédiée aux projets Européen est en construction (3 agents dont ce poste) compte tenu des nombreux projets d'envergure sur ce périmètre. Le portefeuille de la cellule Europe est composé de projets de collaboration et de financement de l'Union européenne dont : les projets H2020 et Horizon Europe, les Laboratoires de référence de l'UE, les subventions EFSA, l'European Joint Program - projet « One Health EJP » - réalisé en interlaboratoires au sein de l'ANSES (5 Millions de subvention européenne envisagée sur l'ensemble du projet et 45 M de reversement pour 43 partenaires). Ce projet a une durée de 5 ans (01/01/2018-31/12/2022)

Au sein de cette cellule le titulaire du poste aura pour mission principale le suivi du partenariat Horizon Europe « PARC – Partnership for the assessment of risks from chemicals » (budget de 23M dont 14,4 de subvention européenne envisagée pour l'ANSES –avril 2022 à juillet 2030) pour ce qui concerne l'agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Sous l'autorité du chef de service, vous serez principalement en charge du suivi juridique, financier et administratif du futur projet PARC Horizon Europe

Vos principales activités seront :

- 1) Piloter et sécuriser les projets de convention en relation avec les responsables administratif et financier des entités (notamment leur cohérence financière et juridique en rapport avec la politique générale de l'agence et la réglementation),
- 2) Coordonner et valider les rapports financiers de l'ANSES produits par les responsables administratif et financier
- 3) Suivre l'exécution et les ajustements du projet en matière financière et juridique (avenant, suivi d'indicateurs d'activité, révision budgétaire, reversement aux 200 partenaires en collaboration avec la Direction des affaires européennes qui pilote du consortium, prévision de recette...)

- Activités**
- 4) Construire et mettre à jour les outils administratifs et financiers de suivi du projet, afin de sécuriser le processus.
 - 5) Assurer l'interface avec les Directions du siège et être l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale
 - 6) Apporter conseil en interne sur les questions administratives, juridique et financières avec gestion des éventuelles difficultés rencontrées,
 - 7) Suivre et anticiper l'audit sur le projet
 - 8) Participer à l'organisation des réunions relatives aux projets

Vous pourrez être amené à venir en renfort des collègues de la cellule Europe en cas de pic d'activité.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau Bac + 3 à Bac + 5 Master 2 en lien avec une expérience dans la gestion de projets européens

Expériences similaires

- Expérience(s) réussie(s) dans la gestion de projet européen ou des contrats de recherche.

Compétences

- Compétences techniques affirmées dans le suivi administratif et financier de conventions
- Rigueur et autonomie, goût pour le travail en équipe, capacité d'organisation, respect des délais
- Aisance relationnelle, ouverture d'esprit, dynamisme, capacité d'adaptation, force de proposition
- Maîtrise de l'anglais professionnel (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack « office »), notamment parfaite maîtrise d'Excel (tableaux croisés dynamiques, formules...)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 février 2022

Renseignements sur le poste : Nathalie CAU-GOURDON, Chef de service (nathalie.cau-gourdon@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-006 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/01/2022

Poste à pourvoir	Chargé de projet de recherche, Responsable adjoint des LNRs <i>Campylobacter</i> et <i>Salmonella</i> (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Ploufragan (22)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, site de Ploufragan, au sein de l'Unité Hygiène et Qualité des Produits Avicoles et Porcins (HQPAP)

Missions / contexte L'Unité HQPAP compte 30 agents en moyenne assurant des missions de recherche, de référence, de surveillance et d'expertise. Les travaux de l'unité se font sous assurance qualité. L'Unité HQPAP assure 4 mandats de Laboratoire National de Référence (LNR *Salmonella* et salmonelloses aviaires, *Campylobacter*, botulisme aviaire) et des missions d'expertise aux niveaux national et international. Les activités de recherche de l'unité ont pour thématique la « Maîtrise des agents bactériens zoonotiques transmis par la chaîne alimentaire par une approche pluridisciplinaire dans les filières avicole et porcine ». Les principales bactéries zoonotiques étudiées sont *Salmonella*, *Campylobacter*, *Listeria*, *Yersinia*, *Clostridium botulinum* et *Clostridioides difficile*. Les travaux de l'unité répondent au concept « one health », concept visant à renforcer les liens entre santé humaine, santé animale et gestion de l'environnement. Ils vont de la fourche à la fourchette, des bottes au séquenceur et sont à l'interface entre l'animal, le consommateur et leur environnement.

DESCRIPTION DU POSTE

- Missions** Sous la responsabilité du chef d'unité, et des responsables du LNR *Campylobacter* et du LNR *Salmonella*, l'agent recruté assurera la suppléance des deux responsables en tant que responsable adjoint(e) et participera aux projets de recherche en lien avec la filière porcine.
- Activités**
- Suppléance des deux responsables des LNRs *Campylobacter* et *Salmonella*
 - o Appui dans les activités de référence des deux LNRs
 - o Coordination des EILAs du LNR *Campylobacter*
 - o Participation aux EILAs du LNR *Salmonella*
 - o Réalisation d'essais : bactériologie, biologie moléculaire et séquençage
 - o Analyse des données : bactériologie, statistiques, bio-informatique
 - o Participation aux réunions et journées en lien avec les activités de Référence
 - o Participation à la rédaction du rapport d'activités annuel des deux LNRs
 - Participation aux projets de recherche en filière porcine
 - o Rédaction de projet et recherche de financement
 - o Suivi de projets de recherche
- Conditions particulières**
- Travail en laboratoire confiné niveau 2
 - Manipulation d'agents pathogènes et de produits chimiques
 - Réalisation d'essais en expérimentation animale
 - Travail sous assurance de la qualité
 - Port d'équipement de protection individuelle (EPI)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : niveau BAC + 3 minimum, BAC+5 dans le domaine de bactériologie alimentaire et de biologie moléculaire, doctorat souhaité

Expériences similaires

- Expérience de travail en laboratoire, génomique
- La connaissance des zoonoses alimentaires et des filières animales serait un plus
- Etre formé à concevoir ou réaliser des procédures expérimentales (Niv I) serait un plus

Compétences

- Connaissance des normes et des réglementations dans un contexte de LNR
- Bactériologie, biologie moléculaire, séquençage, génomique
- Aptitude à rédiger et communiquer en anglais
- Maîtrise des outils bioinformatiques
- Aptitude à travailler en équipe
- Aptitude à encadrer une équipe de travail
- Aptitudes organisationnelles
- Aptitude à rendre compte
- Avoir le sens des responsabilités

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 février 2022

Renseignements sur le poste : Marianne CHEMALY (marianne.chemaly@anses.fr. 02 96 01 62 27) / Annaëlle KEROUANTON (annaelle.kerouanton@anses.fr. 02 96 01 85 31)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-007** à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Animalier (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 4
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois
Localisation	Malzéville (54)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy

Missions / contexte

Le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy (LRFSN) contribue au travers de collaborations multiples au sein de réseaux nationaux d'épidémiosurveillance et d'études sur le terrain, à la connaissance nationale de l'état sanitaire de la faune sauvage qui peut être le réservoir de zoonoses ou de maladies transmissibles aux animaux domestiques. Un volet important est dédié à la virologie de la faune sauvage avec un focus sur les coronavirus et la rage animale. Composé de 39 agents, le laboratoire participe dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions, de veille, d'épidémiosurveillance, d'expertise scientifique et technique de l'Agence et de recherche sur la faune sauvage en tant que réservoir de pathogènes zoonotiques. Il assure les missions de laboratoire de référence :

- pour la rage : mandat de laboratoire national de référence pour l'épidémiosurveillance, sérologie antirabique dans le cadre des mouvements internationaux, standardisation des techniques de laboratoire, contrôle des vaccins antirabiques dans le cadre de mandats nationaux, européens et internationaux ;
- pour les échinococcoses : mandat de laboratoire nationale de référence pour l'épidémiosurveillance et le diagnostic biologique vétérinaire de confirmation des infections à *Echinococcus sp.*

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Appliquer les procédures expérimentales et veiller au bien-être des animaux (carnivores sauvages et rongeurs)

Activités En concertation avec les responsables des structures expérimentales, l'agent sera chargé :

- Des soins aux animaux de la station expérimentale d'Atton et de l'animalerie de Malzéville (contrôle et entretien des animaux, nourrissage, abreuvement, suivis des effectifs)
- De participer aux procédures expérimentales mises en œuvre (effectuer des prises de sangs, écouvillons...) et à leur logistique (préparation du matériel, enregistrement des échantillons collectés)
- De l'entretien et de la désinfection des locaux d'hébergement et du matériel utilisé pour les soins et les procédures expérimentales

Conditions particulières

- Travail en animalerie de confinement 3
- Travail le week-end
- Astreinte téléphonique
- Travail en extérieur
- Titulaire d'un permis B de conduire

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : CAP, BEP, niveau bac ou équivalent dans le domaine animalier et titulaire d'un niveau en expérimentation animale souhaité

Expériences similaires

- Expérience appréciée en animalerie confinée

Compétences

- Connaissance de la réglementation applicable à l'expérimentation animale et des principes éthiques
- Connaissances de base en biologie des espèces
- Compétences techniques liées à l'expérimentation animale
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 février 2022

Renseignements sur le poste : Franck Boué (franck.boue@anses.fr)

Alexandre Servat (alexandre.servat@anses.fr) et Sandrine Lesellier (sandrine.lesellier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-008 à** : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Technicien de laboratoire en bactériologie et biologie moléculaire (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 10 juillet 2022
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments de Maisons-Alfort
Unité Laboratoire Central des Services Vétérinaires (LCSV)

Le Laboratoire de sécurité des aliments apporte à la décision publique, une expertise scientifique à la fois généraliste sur la qualité et la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, mais aussi plus spécifique sur certaines filières de transformation. Le laboratoire concentre ses travaux sur les dangers biologiques (bactéries, virus, parasites) et chimiques (toxines, métaux, pesticides, polluants organiques, histamine) présents ou susceptibles d'être présents dans les aliments, et tout particulièrement au stade de leur distribution et de leur consommation.

Missions / contexte

L'unité « Laboratoire Central des Services Vétérinaires » sous convention Anses / Préfecture de Police / Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation met en œuvre des analyses sur des matrices alimentaires et de l'environnement agroalimentaire pour les Directions Départementales de la Protection des Populations de la région parisienne.

L'unité, constituée de 8 personnes, est agréée par la Direction Générale de l'Alimentation du MAAet accréditée par le COFRAC pour la réalisation des analyses microbiologiques dans le cadre des contrôles officiels des aliments.

L'activité principale de l'unité est la mise en évidence des pathogènes bactériens à l'origine de Toxi-Infection Alimentaire (Collective ou non, TIA ou TIAC). Celle-ci est aussi amenée à réaliser des contrôles de denrées alimentaires selon les critères microbiologiques définis dans le Règlement européen 2073/2005 ou bien de réaliser des analyses dans le cadre de plans de surveillance ou de contrôle.

L'activité de l'unité porte sur des pathogènes bactériens majeurs tels que *Salmonella* spp., *Listeria monocytogenes*, *Campylobacter* spp., *E. coli* producteurs de Shiga-toxines (STEC), Staphylocoques à coagulase positive, *Bacillus cereus* présomptifs et *Clostridium perfringens*.

L'unité met en œuvre ces analyses à l'aide de méthodes de bactériologie conventionnelle selon des référentiels normalisés mais aussi par le biais de méthodes alternatives validées NF EN ISO 16140-2. Des méthodes immuno-enzymatiques de type VIDAS® ou de biologie moléculaire (PCR temps-réel) sont aussi employées.

Afin d'anticiper les besoins à venir sur la détection et le dénombrement des dangers microbiologiques dans la chaîne alimentaire, l'unité assure aussi une activité de veille technologique et scientifique. Elle se traduit par la réalisation de plans expérimentaux menant à l'adoption de méthodes préalablement certifiées ou encore le développement de méthodes amenées à être validées puis accréditées.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité du chef d'unité et en collaboration avec les autres personnes de l'unité, l'agent aura pour mission de réaliser des analyses par des méthodes de bactériologie conventionnelle et de biologie moléculaire sur des aliments et des prélèvements d'environnement.
Activités	A ce titre, l'agent sera chargé en priorité : <ul style="list-style-type: none">✓ de réaliser des analyses (recherche et dénombrement de bactéries pathogènes alimentaires) selon les normes et procédures en vigueur avec la réactivité nécessaire en cas d'urgence,✓ de participer à des essais dans le cadre de projets d'adoption ou de validation de méthodes bactériologiques et de biologie moléculaire.
Conditions particulières	En cas d'urgence avérée, travail le week-end.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+2 (BTS ou DUT) ou licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie/biologie moléculaire souhaité. Minimum Bac

Expériences similaires

- Expérience impérative dans le domaine de l'analyse microbiologique.
- Expérience appréciée dans l'analyse microbiologique des denrées alimentaires ou dans le domaine de la biologie moléculaire (qPCR, extraction sur bactéries / aliments...).

Compétences

- Maîtrise des techniques de bactériologie conventionnelle (recherche et dénombrement).
- Maîtrise des techniques de biologie moléculaire (PCR point final, qPCR, techniques d'extraction...).
- Maîtrise des logiciels bureautiques (pack Office).
- Bon relationnel et goût pour le travail en équipe.
- Capacité d'autonomie, de polyvalence, d'adaptation et de rigueur.
- Force de proposition.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 février 2022

Renseignements sur le poste : Agnès CHAMOIN (agnes.chamoin@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-009 à :** recrutement@anses.fr

Date: 20/01/2022

Poste à pourvoir	Coordinateur expertise scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liés à l'eau (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction de l'évaluation des risques (DER) Unité d'évaluation des risques liés à l'eau (UERE)

Missions / contexte La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité est composée d'une dizaine de scientifiques. Son champ d'expertise couvre les eaux destinées à la consommation humaine (eaux de distribution publique, eaux conditionnées y compris les eaux minérales naturelles), les eaux utilisées dans la chaîne alimentaire, les eaux récréatives et toutes autres catégories d'eau dont les usages ou rejets peuvent présenter un risque pour la santé humaine. Ainsi, cette unité évalue les risques sanitaires pour l'Homme liés à la présence de contaminants chimiques, de micro-organismes voire de toxines dans l'eau, évalue l'innocuité et l'efficacité des produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de piscines, l'innocuité des matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine. Elle poursuit ses évaluations relatives à l'incidence sanitaire des pratiques se développant en termes de réutilisation des « eaux non conventionnelles » pour apporter des réponses vis-à-vis des tensions sur la ressource en eau en lien notamment avec le changement climatique, la loi Agec traduisant cette volonté (réutilisation ou recyclage des eaux (eaux usées traitées, eaux grises), recharge artificielle de nappes, énergies renouvelables...). Pour ce faire, elle s'appuie sur les travaux du Comité d'experts spécialisé « Eaux » (CES « Eaux ») et des groupes de travail qui y sont rattachés et en assure la coordination scientifique. Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

Elle s'inscrit également dans de nombreuses transversalités sur des thèmes emblématiques de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité, l'agent a pour mission : i) d'assurer la préparation et le suivi d'expertises collectives et des produits qui en sont issus, ii) d'apporter sa contribution technique et scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques liés à l'eau, en lien avec le programme de travail. Dans le cadre de ses activités, l'agent sera amené à traiter de diverses thématiques portées par l'UERE.

Activités

À ce titre, l'agent contribuera à la coordination des expertises en évaluation des risques, à travers les actions suivantes :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective conduite par le Comité d'experts spécialisé « Eaux » et des groupes de travail qui y sont rattachés;
- Vérifier la recevabilité scientifique et réaliser le cadrage des saisines,
- Coordonner des collectifs d'experts (CES, GT, GECU),
- Identifier les questions posées au CES « Eaux », les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser voire animer les réunions (groupes de travail, réunions internes ...),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer les produits de l'expertise depuis leur validation par le CES « Eaux » jusqu'à leur publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances ...,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information, à sa valorisation (colloques, publications...)
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation...),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité, de la déontologie de l'expertise,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 minimum, pharmacien, ingénieur, universitaire. Deux types de spécialisations possibles seraient appréciées :

- soit une spécialisation dans le domaine de la santé publique, type pharmacien ou ingénieur du génie sanitaire, avec une formation initiale ou continue dans le domaine de la toxicologie ;
- soit une spécialisation dans le domaine de l'eau en chimie et microbiologie.

Expérience similaire :

- Une expérience préalable est requise soit dans le domaine de l'eau et des enjeux sanitaires associés, soit dans domaine de l'évaluation des risques sanitaires,
- Une expérience de l'expertise collective et/ou de gestion de projets scientifiques serait un plus.

Compétences souhaitées

- Compétences dans au moins un des domaines suivants : toxicologie (réglementaire), méthodes d'évaluation des risques sanitaires, chimie, traitement des eaux et/ou biologie des eaux (indicateurs et pathogènes d'origine hydrique),
- Connaissance de la réglementation française et européenne applicable au domaine de l'eau et particulièrement dans le champ de la santé publique,
- Connaissance des acteurs du domaine de l'eau,
- Compétences en termes d'animation de groupe et de pilotage de projets.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office),
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Capacité d'adaptation et d'investissement permettant de s'approprier des thèmes d'expertise variés et de déployer de nouvelles méthodologies le cas échéant,
- Force de proposition.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 février 2022

Renseignements sur le poste : Eléonore Ney, Cheffe de l'unité UERE (eleonore.ney@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-010 à :**
recrutement@anses.fr